

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 295. — 1^{er} octobre 1966

BEN BARKA TROP SOUVENT OUBLIÉ DANS LE PROCÈS

par Claude NOEL

*EN
LISANT
BEN BARKA*

(Page 5)



(Photo A.F.P.)

éditorial

NE PLUS FERMER LES YEUX

L INTERVENTION du Premier ministre à la télévision a au moins eu le mérite d'être claire en ce qui concerne les prochaines élections législatives : même si l'actuel gouvernement n'obtient pas la majorité, il continuera à gouverner comme par le passé.

Il fallait y penser ! Mais, me direz-vous, où est la démocratie dans cet aveu ? M. Pompidou s'en moque. Il rappelle à ceux qui votèrent hier la Constitution qu'elle a permis la création d'un « régime mi-présidentiel, mi-parlementaire », dans lequel l'Élysée impose sa loi au Palais-Bourbon. C'est là une des conséquences de l'élection présidentielle au suffrage universel. On a trop tendance, même à gauche, à l'oublier.

M. Pompidou a également fait feu sur M. Lecanuet et on pourrait en conclure qu'il le considère comme un irréductible adversaire, si dangereux qu'il souhaite l'écraser et réduire ainsi à 0 la représentativité de plusieurs millions d'électeurs.

par Harris PUISAIS

On pourrait en conclure !... Mais nous sommes de ceux qui pensons différemment. Derrière ces propos si peu amènes, ce sont, au contraire, les voies du dialogue et du compromis qui ont commencé à s'ouvrir.

Hier Lecanuet se vantait. Aujourd'hui Pompidou menace. Demain, l'un et l'autre s'entendront. Des fauteuils de ministres tendront leurs bras séducteurs. Le choix des centristes sera alors à faire entre la participation et la dissolution.

La cause sera alors entendue, tant il est vrai que les différends entre Pompidou, Giscard et Lecanuet ne sont, en réalité, qu'une querelle de famille qu'un Edgar Faure pourrait bien, un jour, arbitrer... sans que cela y change grand-chose.

Qu'attend donc la gauche pour se manifester ? Et pas seulement par l'autosatisfaction d'un dialogue qui nous ramène à 1920 ou nous entraîne en l'an 2000, mais plutôt en réalisant sa cohésion.

Oui, la gauche doit répondre à Pompidou. Et c'est alors qu'on constate que l'antigaullisme verbal ne suffit pas, qu'il s'identifie trop avec le vide de la démagogie gaulliste et qu'on ne peut se contenter de le brandir comme seul argument.

Oui, la seule réponse valable à Pompidou c'est de lui opposer un programme, un accord politique de toute la gauche qui fasse éclater l'incohérence du gaullisme, sa supercherie, son aventurisme et son contenu réactionnaire.

De semaine en semaine, de jour en jour, des hommes, à gauche, ont tort de repousser le moment de la confrontation de toute la gauche.

Attendre des congrès, retarder des choix inévitables, c'est peut-être répondre à un réflexe démocratique, mais c'est sûrement manquer de réalisme et complaire à ses adversaires.

Nous savons que bien des hommes de gauche ont de plus en plus conscience de cette situation et que certains, qui pensent comme nous, s'appêtent à tirer la sonnette d'alarme.

En attendant ce salutaire avertissement, nous continuerons, pour notre part, à enfoncer le clou.

Avant le Congrès du C. N. J. A.

Le ministre de l'intérieur de la paysannerie

Le 19 septembre, à Bourges, le ministre de l'Agriculture présidait le Championnat national de Labour organisé par le Centre national des Jeunes Agriculteurs. Les contacts entre le ministre de l'Agriculture promu à la conquête électorale de la paysannerie par le Pouvoir sont des plus rares. Autant le C.N.J.A., malgré de dures passes d'armes, restait l'interlocuteur privilégié de M. Pisani, autant les couloirs de la rue de Varenne avaient, en quelques jours, repris avec Edgar Faure leur aspect de la IV^e République. Les huissiers réapprenaient les gestes oubliés et passaient les pardessus de MM. les Présidents, heureux d'oublier les allures inquiétantes de ces jeunes Turcs insolents qui manquaient à chaque fois de secouer la vénérable poussière du vénérable mobilier.

Et M. Edgar Faure surprit son auditoire. Voici qu'ils redécouvraient un langage en train d'être oublié : le secteur agricole était engagé dans une « mutation extraordinaire », il serait raisonnable de prévoir une planification spéciale sur quinze ans pour organiser la mutation des structures agricoles. On vit même à cette occasion le classique commentateur de Turgot se laisser aller à inventer des néologismes audacieux dont n'aurait pas rougi son prédécesseur. Abasourdis, les jeunes agriculteurs admirèrent... la mutation de leur ministre.

Juin, juillet, août s'étaient passés. Le 19 juin en effet, au congrès de la Coopération agricole à Cannes, M. Edgar Faure opposait « la politique plébéienne à la politique noble ». La première est celle des prix ; la seconde, celle des structures, fut exécutée par le ministre avec une déconcertante désinvolture. « Ce n'est qu'un nom prétentieux pour une politique des surfaces ». M. le Ministre retrouva l'éloquence radicale de ses éternelles amours changeantes pour s'extasier devant ces « braves gens qui gagnent peu, mais qui sont heureux ».

En quelques phrases harmonieuses, le ministre de l'Agriculture, ou comme il aime à s'appeler lui-même « le ministre des agriculteurs », promu au soin de regrouper les voix agricoles sous la bannière du régime, liquidait toute la politique amorcée par la loi d'Orientation agricole, rejetait les réformes de structures incomplètes de son prédécesseur et décernait un brevet de sagesse politique aux amis de M. Blondelle et aux conservateurs de la Fédération des Exploitants. Le 29 juillet d'ailleurs, dans une interview accordée au *Figaro agricole*, Edgar Faure rééditait.

La loi d'orientation agricole et la loi complémentaire de Pisani ne constituaient que « des instants », « des phénomènes particuliers » dans le déroulement d'une politique agricole qui leur est bien antérieure... et date en fait des deux gouvernements Edgar Faure. Que les jeunes agriculteurs, conscients d'avoir arraché la loi complémentaire par l'immense jacquerie de 1962, reviennent de leurs illusions. Au demeurant, Edgar Faure

fut sans ambiguïté : il annonçait clairement son intention de modifier l'orientation des S.A.F.E.R., d'en faire l'instrument d'une politique de promotion de la propriété foncière agricole. Le rêve radical d'une paysannerie moyenne « sage et raisonnable », isolée sur son lopin familial re-fleurissait en termes de dictée d'école primaire.

« Son métier, un beau métier, lui offrira un revenu raisonnable, une part équitable dans la répartition annuelle des fruits supplémentaires. Dans son existence d'agent économique, il aura la satisfaction d'être libre, indépendant, responsable. »

Et comme s'il avait, non sans malice, copié le discours traditionnel que le ministre radical ou républicain de gauche adressait en fin de banquet aux convives des Comices agricoles de la III^e République, Edgar Faure poussait la provocation jusqu'à conclure sur le fameux vers de Virgile que des générations de potaches ont dû « commenter » en classe de certificat d'études : « Bienheureux agriculteurs, s'ils connaissent leur bonheur ! »

Il y avait de quoi grincer des dents et les dents grinçèrent.

C'est qu'en réalité, l'orientation de la politique agricole depuis l'intronisation d'Edgar Faure se précisait dans les faits. La révolte paysanne de 1962 avait brutalement fait apparaître au pouvoir les risques sociaux et politiques que la mutation de l'agriculture pouvait présenter pour lui. Et le retard pris les précédentes années ne pouvait être colmaté qu'avec une véritable remise en cause des traditions de la rue de Varenne. En un mot, il fallait un ministre au langage « révolutionnaire » pour canaliser la révolution paysanne. Ce fut le rôle dévolu à M. Pisani.

Les textes complémentaires à la loi d'orientation agricole jetaient les bases d'une réforme radicale de la politique agricole : au lieu de déverser les subventions aux différentes catégories de producteurs, pour produire n'importe quoi à n'importe quel moment, on orienta les subventions vers la politique d'aménagement des structures agricoles : réforme foncière, organisation des marchés et équipement régional. Le C.N.J.A., aile progressiste et turbulente de la paysannerie française, devint l'interlocuteur privilégié de la rue de Varenne.

J'ai eu l'occasion, ici-même, de faire le bilan de la politique Pisani. Elle a incontestablement donné une nouvelle orientation à l'agriculture française, elle a surtout popularisé et officialisé des thèmes jusqu'ici hérétiques : le langage des vieilles organisations agricoles s'en est lui-même trouvé modifié. Le concept « d'agriculteurs de groupe » — légalisé par la création du G.E.A.E.C. (Groupement d'Exploitation Agricole en commun) — remplaçait celui de la « propriété familiale » ; le mouvement coopératif, violemment con-

POUR UN PROGRAMME COMMUN DE LA GAUCHE

Observations du P.S.U. sur le programme de la F.G.D.S.

PRIX : 1 F - Commandes à T.S., 54, bd Garibaldi - Paris 15^e - C.C.P. 58 26 65



Pisani et Edgar Faure : les temps changent, mais les problèmes restent.

fronté avec l'intrusion des firmes industrielles dans l'agriculture, fût mis en demeure de passer au stade industriel ; on accordait plus d'importance aux structures régionales qu'au saupoudrage de marchés-gares et d'abattoirs qui remplaçaient les voies de chemin de fer dans la politique électorale.

Mais l'action du ministre Pisani présentait un aspect ambigu : la modernisation de l'agriculture pouvait se faire de deux façons : ou bien l'industrialisation de l'agriculture se ferait sous la forme néo-capitaliste : intégration des producteurs par les firmes industrielles, constitution de grandes unités d'exploitation par regroupements fonciers d'agriculteurs riches, modernisation des structures de commercialisation par les supermarchés ; ou bien par l'auto-organisation des producteurs, sur le modèle scandinave. Après avoir mis en avant des solutions allant dans ce dernier sens, M. Pisani recula. Il avait, reconnaissons-le, quelques excuses.

Les projets de l'ambitieux ministre exigeaient de l'argent, beaucoup d'argent : le ministre des Finances le lui refusa. Ils exigeaient la collaboration enthousiaste des organisations agricoles. Or, celles-ci, encore largement dominées par les milieux conservateurs, n'eurent de cesse de freiner tout ce qui, dans les mesures proposées par le ministre, orientait l'agriculture dans une direction trop « planifiée ». Ils exigeaient enfin que la pénétration des groupes capitalistes dans le secteur agricole soit contrôlée afin de laisser à l'agriculture coopérative la possibilité de s'adapter et de consolider ses positions.

M. Pisani, ministre « de gauche » d'un gouvernement de droite, était pressé. Dans son louable souci de passer à la postérité sous les traits du « réformateur » de l'agriculture française, il laissa le néo-capitalisme opérer, dans son optique et à son profit, cette modernisation que l'Etat ne voulait pas prendre à sa charge.

E. PREOBRAJENSKY

LA NOUVELLE ECONOMIQUE

Traduit par B. JOLY

Préface de Pierre NAVILLE

Introduction de Ernest MANDEL

Un vol. de 401 pages : 17,60 F

La question chinoise dans l'Internationale Communiste

Textes rassemblés et présentés par Pierre BROUE : Trotsky, Zinoviev, Boukharine, Chen Du-Xiu, Préobrajensky.

Un vol. de 377 pages : 16,10 F

ETUDES ET DOCUMENTATION INTERNATIONALES

29, rue Descartes, Paris-6^e

C. C. P. 18.462-71 Paris

E.D.I. Paris.

Et il perdit ainsi sur les deux tableaux : la haine que les milieux conservateurs de l'agriculture portaient au ministre réformateur s'étendit à tout le gouvernement, et au régime lui-même : le ballottage de l'élection présidentielle n'est pas étranger à la virulente campagne des Blondelle, Deleau et autres seigneurs du blé et de la bettrave.

Mais la rapidité avec laquelle se développait l'intégration capitaliste, l'impuissance des organismes chargés d'assurer la réforme foncière (S.A.F.E.R., F.A.S.A.S.A.), les contraintes du plan de stabilisation qui ruinaient les perspectives du plan d'équipement, lui aliénaient par ailleurs l'aile avancée de la paysannerie qui, peu à peu, en arrivait à comprendre que de véritables réformes de structures n'étaient pas possibles sans changement de système politico-économique.

M. Pisani fut le grand vaincu des élections présidentielles. Dommage pour un homme politique qui ne manquait pas de vertus : une prodigieuse faculté d'assimilation, une puissance de travail peu commune, une lucidité et un sens de l'avenir assez peu répandu, mais à qui faisait défaut une qualité essentielle : le courage. M. Pisani a ruiné son avenir politique en ne partant pas à temps, M. Edgar Faure fut donc chargé de « rabibocher » la paysannerie et le pouvoir, et à travers le retour à la politique agricole des indépendants et des radicaux de droite, d'amorcer le ralliement au pouvoir du Centre, dont il tient à se proclamer le meilleur représentant.

Le retour au vieux langage s'accompagna du retour aux vieilles traditions : la petite exploitation — qui fournit l'essentiel des masses électorales agricoles — vit du lait : « un effort exceptionnel » fut fait en faveur de la production laitière, assortie d'une subvention de 14 millions de NF. De même, les viticulteurs, habitant généralement des zones « hostiles » au pouvoir, se virent consentir une augmentation du prix de campagne de l'ordre de 3,50 %. Les céréaliculteurs ne furent pas oubliés qui, en fonction de l'alignement vers les prix européens, ont vu revaloriser les prix du blé et de l'orge et ont obtenu, pour ce dernier produit, la commercialisation de l'ensemble de la production sur la base de prix soutenus.

Nous voici donc revenus à la saine politique « plébéienne ». L'Etat distribue la manne généreuse à la veille des élections ; chacun en prend sa part selon son appétit : aux plus gros la plus grosse, aux plus petits la plus petite. Et ne venez pas nous parler de politique des surfaces : « on peut être pauvre et heureux sur son lopin de terre ». Tous les quatre ans, vous aurez droit à la soupe populaire... en plus de la liberté. Et comme de juste, parce que l'on pense quand même à l'avenir... du budget, on se gardera bien de toucher à celles des productions qui exigeraient un effort soutenu. Un prix de campagne, ça se fixe à l'année. Quant à organiser sérieusement le marché vi-

ticole, remédier à la situation aberrante du vignoble de consommation courante français — où plus d'un million de viticulteurs produisent moins de 100 hectolitres, commercialisent dans les plus mauvaises conditions un vin de qualité médiocre et servent de masse de manœuvre aux négociants pour peser sur les cours, c'est une autre affaire !

Quant à s'attaquer au problème fondamental de la production de viande — secteur dans lequel la France est déficitaire — alors que c'est la demerée agricole la plus demandée, c'est une autre question. D'ici aux élections, le prix du beef-steak sera artificiellement maintenu et on pourra après chercher à le rattraper.

C'est que dans ces domaines, il ne s'agit plus de saupoudrer quelques pincées de sucre électoral. A quoi servirait la prime d'encouragement à l'élevage réclamée par les éleveurs puisqu'il faut trois ans pour faire un bœuf ! Les élections seront passées... Quant à toucher au circuit de la viande, pensez que le prudent Edgar Faure s'en gardera comme de la peste. Les hurluberlus comme Yves Farge ou André Philip qui ont osé s'y frotter y ont laissé leur carrière politique.

Et en même temps, le ministère de l'Agriculture reprend son visage. On rétablit les directions spécialisées — à chaque produit son fonctionnaire — aux applaudissements des « associa-

tions spécialisées », bastion du corporatisme agraire.

On liquide ces organismes qui « sentaient le Soviet », comme l'A.M.P.R.A. où, pour la première fois, les utilisateurs-exploitants et salariés agricoles étaient amenés à gérer leurs affaires. Dorénavant, un établissement public, directement placé sous le contrôle de l'Etat... et de son ministre, s'occupera des mutations professionnelles au gré des circonstances politiques. Quant aux projets de sociétés d'investissements fonciers, c'est à « favoriser l'accession individuelle à la propriété » qu'elles deviendront, si elles veulent voir le jour, consacrer leurs efforts.

Ainsi, le ministre de l'Agriculture, débarrassé de ses « têtes d'œufs » et de ses syndicalistes, redeviendra-t-il de ce grand « ministère de l'Intérieur de ce grand « paysannerie » que voulait son fondateur... et la paysannerie cette masse « assistée » qui assure « cette stabilité politique qu'il faut savoir payer à son prix ».

Mais comme dit Bob Dylan : « Les temps changent ».

Et la comédie ayant assez duré, les jeunes agriculteurs s'apprennent à le démontrer à leur prochain congrès. Les textes préparés par leurs dirigeants mettent en pièces chiffres à l'appui, les homélies rassurantes d'Edgar Faure sur l'exploitation familiale.

Et c'est pourquoi, à Bourges...

Serge Mallet.

ÉTUDIANTS

Festival de l'U.N.E.F.

Du 8 au 22 septembre se sont déroulées les différentes manifestations du Festival culturel international de l'U.N.E.F. Une quarantaine de pays représentés, environ 1.500 participants, du théâtre, du folklore, du cinéma, du cabaret, du jazz, telle était la carte de visite de ce festival.

Lorsqu'en 1952, l'U.N.E.F. conçut son premier festival, c'était dans le but de contribuer au renouveau culturel d'après-guerre et d'apporter le témoignage des étudiants, en pleine guerre froide, à la cause de la paix et de l'entente entre les peuples.

Après des débuts modestes et limités, le festival a pris une ampleur considérable qui est le signe manifeste d'un engouement toujours plus grand et d'une influence artistique réelle, il est actuellement la plus importante rencontre culturelle mondiale étudiante.

Le festival de Paris

Mais une différence essentielle marquait le festival 1966. Il avait lieu cette année à Paris, alors que traditionnellement il était accueilli dans les villes de province (1965, Marseille ; 1964, Lyon ; 1963, Rouen).

Quel allait être l'accueil de la population parisienne ? Force est de constater que les contacts, entre les festivaliers et les Parisiens, ne furent pas aussi chaleureux que dans une ville de province. C'est ainsi que « Le Monde » posait le problème du second souffle du festival. Paris devait être l'apothéose, qu'y aura-t-il après Paris ?

Cependant, dans les nombreuses municipalités démocratiques de la banlieue parisienne (ce qui est appelé en termes de festivaliers « la décentralisation »), l'accueil fut manifestement plus chaud, la publicité étant par ailleurs plus facile à réaliser.

Le contenu du festival

Les spectacles de ballet folklorique nous ont permis d'apprécier entre autres : la troupe bulgare, qui fut première au Festival mondial de la Jeunesse à Helsinki en 1958, la troupe vietnamienne, de plus en plus nombreuse, aux costumes variés et multicolores, s'attirant pour des raisons politiques évidentes une sympathie enthousiaste, les ballets occitans, troupe de l'université de Toulouse, qui nous restitue le folklore de langue d'oc.

A noter aussi la troupe chinoise, qui n'a pas voulu être en retard avec la révolution culturelle, et nous pré-

senta chacun de ses numéros par ces mots : « Le président Mao a dit... » (1).

Le théâtre ne fut pas à la hauteur des spectacles donnés au festival du théâtre universitaire de Nancy : signalons cependant la très bonne troupe du théâtre de la Communauté de Liège qui joue « Le Dossier » de Tadeusz Rosewicz (grand prix du festival de Nancy 1966), la compagnie Chereau, qui joua « L'Héritier de village », de Marivaux, et le théâtre de mains polonaises, CO-TO.

La place manque pour rendre compte de tous les spectacles : cinéma étudiant, parallèle, engagé, musique classique et moderne...

Enfin, près de la Contrescarpe, lieu de la rencontre de la poésie et de la chanson parisienne, sous un chapiteau de toile il nous a été offert des saynettes délirantes de Copl (dessinateur au « Nouvel Observateur », du jazz-poésie danois, Hélène Martin, Marc Ogeret et deux noms à retenir : Daniel La Coux et Jacques Hustin.

Le bilan

Après quinze jours, si sur le plan financier des difficultés vont subsister (le gouvernement a ouvert pas mal de portes à l'U.N.E.F., sur le plan des autorisations en particulier, il s'est refusé à ouvrir en grand le tiroir-caisse), on peut néanmoins affirmer que le bilan est positif.

Cependant, deux reproches essentiels sont à faire : d'une part, il vaut certainement mieux réaliser séparément un festival de cinéma, qui sur le plan international pourrait avoir une grande répercussion, d'autre part, pour conserver au festival son caractère de solidarité internationale, son aspect de recherche sur les problèmes culturels en France et dans les pays étrangers, son esprit militant qui dévoile ce que le Pouvoir se refuse à mettre au jour et à aider, il semble nécessaire de donner plus d'extension aux discussions et colloques sur les problèmes de jeunesse et culture, des modes d'expression culturelle étudiante et ceux de l'ensemble de la population, des formes nouvelles du théâtre, du cinéma... Mais en France, quelles organisations, aussi bien culturelles que politiques, sont à même d'apporter quelque chose d'intéressant ou d'original en ce domaine ? L'U.N.E.F. peut-elle relever le défi ?

(1) Cette troupe se produira dans le cadre des amitiés franco-chinoises, le vendredi 7 octobre, à 20 h. 45, à la Mutualité.

PROCÈS BEN BARKA : la semaine des généraux LE ROY-FINVILLE, BOUC ÉMISSAIRE DU S.D.E.C.E.

La deuxième semaine du procès Ben Barka avait été celle des policiers et nous avons vu venir successivement à la barre par une sorte d'escalade dans les responsabilités les plus hauts fonctionnaires de la Préfecture de police et de la Sûreté nationale. Un fait capital était ressorti de leurs témoignages parfois contradictoires: le 3 novembre, le gouvernement français a pris la responsabilité de laisser les instigateurs marocains du rapt de Mehdi Ben Barka quitter la France sans être inquiétés.

La diversion Hayot-Souchon

De cette troisième semaine, ceux qui veulent connaître la vérité, toute la vérité attendaient beaucoup : les responsables du S.D.E.C.E., ce mystérieux service français de contre-espionnage, allaient devoir s'expliquer.

Malheureusement et comme à point nommé, une autre affaire s'est glissée insidieusement dans le prétoire et a pris une telle ampleur qu'elle a fait passer au second plan l'affaire Ben Barka.

Je ne reviendrai pas dans le détail sur cette diversion Hayot-Souchon.



Le général Jacquier : « Interrogez mon successeur. »

L'affaire est trop sordide et ne mérite pas qu'on s'y attarde : peu nous importe de savoir qui a déclenché ces règlements de compte entre forces obscures dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles ont d'autres soucis que celui de la vérité.

Ce qui nous importe, par contre, ce

que nous regrettons c'est que pendant de longues heures, à cause de ce petit scandale savamment préparé et entretenu, on était loin de ce qui devrait être l'objectif essentiel de ce procès : la recherche et le châtiement des coupables et de leurs complices à quelque niveau que ce soit.

Avec les dépositions du général Jacquier, l'ancien directeur général du S.D.E.C.E. et de son successeur, le général Guibaud, nous étions au cœur même du procès. Le S.D.E.C.E., en effet, était plus que mêlé à l'affaire : deux des accusés appartenaient à ce service : Lopez, « honorable correspondant », ce qui en jargon des services spéciaux signifie informateur, et Le Roy-Finville, chef du service de recherche n° 7, « officier traitant », c'est-à-dire responsable et supérieur de Lopez.

Lopez a transmis dans la période précédant l'attentat plusieurs rapports à Le Roy-Finville ; de ces rapports il ressortait qu'une « équipe spéciale » se proposait de « récupérer » M. Ben Barka par des « moyens non orthodoxes ».

Le général Jacquier a déclaré que, selon lui, ces rapports ne « permettaient pas de prévoir qu'il pouvait se produire un événement malheureux ».

Quel dommage que nos « James Bond » n'aient pas eu un peu plus d'imagination.

Les « fautes professionnelles » de M. Le Roy

Les témoignages des généraux Jacquier et Guibaud ont été accablants pour Le Roy ; quatre « fautes professionnelles » lui ont été reprochées :

1) Le 29 octobre à 13 h 30, une heure après l'enlèvement, Lopez affirme avoir téléphoné à Le Roy et avoir lancé un message chiffré au S.D.E.C.E., c'est le fameux message « Don Pedro à Thomas ». Le Roy ne avait été avisé de ce message mais un officier du S.D.E.C.E., M. Boitel, se souvient avoir reçu et transmis le message à Le Roy.

2) Le 31 octobre, Lopez téléphone à Le Roy et prétend lui avoir tout raconté : Le Roy ne rendra compte de ce message que le 2 novembre.

3) Le 2 novembre, au cours d'une réunion dans le cabinet du préfet de police, M. Le Roy, qui avait été chargé de dire tout ce qu'il savait afin d'aider la police, ne fera devant ses interlocuteurs aucun rapprochement entre le rapt et le voyage d'Oufkir à Paris.

4) Le 22 octobre, soit 7 jours avant le rapt, Le Roy a apporté un renseignement sur quatre Marocains qui viendraient à Paris pour « flinguer Ben Barka ». Le 2 novembre, après l'enlèvement, il aurait soustrait cette fiche du dossier.

Telles sont les accusations que les généraux du S.D.E.C.E. ont formulées à l'égard de Le Roy. Assurément, si elles sont exactes, ces accusations sont graves et dépassent largement le cadre de ce que le général Jacquier a appelé des « fautes professionnelles ».

D'autres fautes ont-elles été commises au sein du S.D.E.C.E. par d'autres fonctionnaires ? Le général Guibaud l'a nié formellement. Il a couvert entièrement les 1.400 agents de la « piscine », la caserne Mortier, quartier général du S.D.E.C.E.

Et c'est sur ce point que nous ne sommes pas convaincus, mais alors pas du tout. Que Le Roy ait commis des fautes, c'est probable, qu'il ait été le seul, c'est douteux.

Il existait au S.D.E.C.E. un dossier fourni sur Mehdi Ben Barka, ce dossier contenait les premiers rapports de Le Roy. Pourquoi ce dossier n'a-t-il pas été communiqué à la police sitôt après le rapt ?

Le général Jacquier a déclaré que le 2 novembre « tout le monde, dans son entourage, était convaincu que le général Oufkir et Dlimi étaient mêlés à l'affaire Ben Barka ». A-t-il immédiatement prévenu le Premier ministre dont il dépendait directement ? Non, répond le général Jacquier.

Tout se passe comme si, dans cette affaire, le S.D.E.C.E. avait décidé de charger à fond Le Roy et Le Roy seul. Celui-ci apparaît très clairement comme le bouc émissaire, le sacrifié de service, le membre véreux dans l'organisme sain. A toute question de la défense tendant à mettre en cause

d'autres personnages du S.D.E.C.E., on nous oppose le secret de la défense nationale. C'est facile, trop facile, mais un peu gros.

Le service 3 A a-t-il bien travaillé ?

Deux séries d'hypothèses viennent à l'esprit :

1) Il y a eu au sein du S.D.E.C.E. des carences inadmissibles : les fonc-

tionnaires du service 3 A, le service chargé d'exploiter les informations concernant les pays arabes n'ont pas utilisé les renseignements fournis par Le Roy, ils n'ont pas fait le rapprochement qui s'imposait entre le rapt et la présence d'Oufkir à Paris ; ils sont coupables de graves négligences et, dans ce cas, pourquoi ne partagent-ils pas le sort de leurs collègues Le Roy ?

2) Les services du S.D.E.C.E. ont fait leur travail et ils ont, dans ce cas, fourni dans les heures qui ont suivi le rapt toutes informations au directeur général Jacquier. Ces informations mettant en cause Oufkir étaient extrêmement graves et le général Jacquier n'a pu faire moins qu'en rendre compte aussitôt à son supérieur direct M. Pompidou, Premier ministre.

Et comme nous savons qu'il y a eu à ce niveau un « acte de gouvernement », cet acte prend un relief nouveau : autant il est concevable que le gouvernement français ait hésité à prendre des mesures contre le général Oufkir dès lors qu'il n'y avait contre lui que de vagues soupçons, autant il apparaît incroyable que l'on ait laissé repartir un Oufkir dont on sait par le dossier du S.D.E.C.E., confirmant les informations du commissaire Caille, qu'il a été l'instigateur du rapt.

Nous attendons avec impatience les explications que MM. Frey et Pompidou donneront à ce sujet, en réponse aux questions écrites que leur a posées la partie civile.



Le général Guibaud : « Secret de la Défense nationale. »

Claude Noël.

En lisant Ben BARKA

On ne saurait sans une intense émotion parcourir les écrits de Ben Barka que l'éditeur François Maspéro (1) vient de réunir dans un petit volume du plus haut intérêt et qui restera un peu comme le testament du leader disparu. L'affaire, comme on l'appelle désormais, a, il faut le reconnaître, pratiquement passé sous silence l'activité et les opinions d'un homme dont le meurtre pourtant n'avait pas d'autre objet que d'attenter à cette activité et à ces opinions. De ce point de vue, l'affaire restera comme un exemple d'absurdité suscitée par les moyens de propagande et de publicité de notre époque. Absurde car à vrai dire il faut se familiariser avec la pensée de Ben Barka, prendre note de son rôle public pour saisir les raisons qui ont pu conduire à son élimination. Rien n'est alors plus utile que la lecture des écrits du militant.

Il s'agit, on s'en doute, d'un ensemble de textes divers avec, en particulier, le rapport que Ben Barka présenta devant le 2^e Congrès de l'U.N.F.P. en mai 1962 et qu'il songeait à rendre public l'an passé, quel que temps après les tragiques événements qui ensanglantèrent le Maroc, quelques mois avant sa disparition. On trouve également plusieurs interventions sur les problèmes africains en général, sur la tactique du Tiers-Monde vis-à-vis de « l'impérialisme ». N'oublions pas que Ben Barka occupait l'une des premières places dans les divers organismes internationaux que les pays du Tiers-Monde avaient mis en place et l'on sait qu'il était l'un des principaux organisateurs du forum de La Havane.

De ce dernier aspect, on retiendra essentiellement la vigilance que Ben Barka conseillait d'exercer sur tout ce qui relevait des problèmes de l'unité africaine. Il s'interrogeait avec une lucidité remarquable sur le sens profond d'ensembles tels que l'Organisation de l'Unité africaine où il craignait d'entrevoir l'un des habiles paravents du néo-colonialisme. Il soulignait les contradictions de l'O.U.A. prise entre le légalisme des indépendances formelles et le mouve-

ment révolutionnaire ; ou bien encore le paradoxe de la coexistence entre des structures néo-colonialistes et des régimes d'indépendance complète. Il reste à se demander cependant si la conviction qu'il existe en Afrique des « régimes d'indépendance complète » n'est pas une conviction en définitive illusoire et si là, comme à propos d'autres points, Ben Barka n'a pas cédé à un certain idéalisme. Idéalisme des meilleurs dirigeants du Tiers-Monde qui, en plus de l'offensive néo-colonialiste des U.S.A., expliquerait le « reflux révolutionnaire » qu'avec grande lucidité Ben Barka remarquait dès les années 1961-1962 alors qu'il n'est apparu éclatant que quelques années plus tard.

Sur le plan plus proprement intérieur, Ben Barka tente de saisir les raisons des erreurs de la gauche marocaine. Pour lui, le vice de forme réside dans le compromis conclu en 1955 lors de la Conférence d'Aix-les-Bains : ce compromis a conduit à l'alliance avec l'ancienne puissance coloniale au lieu de conduire à la victoire sur cette même puissance. Pouvait-on, en 1955, refuser le compromis ? On en discutera certes mais on en doutera ! Reconnaissons en tout cas avec Ben Barka qu'il eût fallu pour le moins ne pas dissimuler que l'indépendance allait se bâtir à partir d'un compromis. Il était nécessaire de ne pas tromper les masses populaires sur le degré d'indépendance réelle. Au lieu de cela on est parti de fausses analyses et de fausses estimations des rapports de force. C'est à ce titre que l'on pourrait parodier le titre de R. Dumont, l'Afrique est mal partie...

De là proviendrait le succès du néo-colonialisme, affirme Ben Barka. On se demandera cependant si l'origine du néo-colonialisme ne se trouve pas également dans un certain nombre de traits qui caractérisent les nations et les sociétés qui accèdent à l'indépendance. Lorsque Ben Barka part de la constatation exacte que les bourgeoisies nationales, à la différence de ce qui s'est produit au sié-

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Directeurs adjoints : GERARD CONSTANT, CHRISTIAN GUERCHE

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUP. 19-20
Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV^e) Tél. : FON. 22-60

Pub. Littéraire : 71, rue des Saints-Pères, Paris
Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F
Changement d'adresse : 0,50 F

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
59-61, rue La Fayette Paris (9^e)

de dernier dans les pays européens, n'ont pas provoqué de révolutions industrielles et qu'il en assigne la mission aux mouvements ouvriers, ne surcharge-t-il pas l'exigence en leur assignant dans le même temps le dessein de la révolution socialiste ? Le premier problème, ou du moins l'un des premiers, réside dans cet impératif qu'est le développement. A cet égard l'optique économique est au moins aussi importante que l'optique politique que Ben Barka paraît privilégier d'une manière par trop exclusive. Si l'on peut dire et oser une image, on croit ressentir le besoin pour le socialisme dans le Tiers-Monde d'un retour sur soi, d'un approfondissement dont le Colloque de

Grenoble est un bon exemple pour ce qui concerne les sociétés « développées ». Ben Barka est sans doute l'un de ceux qui est allé le plus loin dans l'accomplissement de la lucidité et il ne se laissait guère berné par les factices enthousiasmes qui avaient saisi un peu tout le monde au lendemain des indépendances. Il l'aura payé de sa vie, puisse sa démarche être suivie et poursuivie, pour que le monde et l'idéologie qui ont engendré les meurtriers de Ben Barka, y trouvent leur fin.

C. G.

(1) Mehdi Ben Barka : « Option révolutionnaire au Maroc », François Maspéro, 164 pages, 12,30 F.

ALLEMAGNE

La succession est ouverte

Une élection qui s'annonçait bien et se termina en catastrophe pour les chrétiens-démocrates ; un climat économique lourd, des démissions en cascades ; toute une collection de gaffes monumentales, voilà à peu près le bilan de l'été pour le chancelier Erhard. Été orageux et qui pourrait bien annoncer le commencement de la fin pour le successeur de M. Adenauer.

Lors de sa victoire aux élections générales de septembre 1965, nous écrivions que le chancelier, qui avait gagné sur sa bonne mine rassurante et aussi sur son prestige de père du « miracle économique », devait, s'il voulait garder le pouvoir, faire preuve d'un peu plus de dynamisme et d'initiative qu'il n'en avait montré jusqu'ici. Après un an de gouvernement, il faut bien constater qu'à Bonn, l'immobilisme et l'inertie sont les forces principales du cabinet Erhard.

Le scandale des Starfighter dont 61 se sont écrasés au sol, entraînant dans la mort les meilleurs pilotes de la jeune Luftwaffe, bien que n'étant pas directement imputable à M. Erhard mais plutôt à M. Strauss, a été à l'origine du malaise de l'armée ; malaise qui n'a fait que grandir, encouragé par quelques officiers pour qui l'armée du peuple, administration comme une autre, n'était pas capable de remplir son rôle. Le silence, les atermoiements du pouvoir, la faiblesse du ministre des Armées, M. Von Hase ont abouti à la suspension du chef de la Luftwaffe et

à la démission des généraux Frettnner, inspecteur général de la Bundeswehr et du général Pappé. Des démissionnaires ont été remplacés mais la crise n'est pas dénouée pour autant.

En fait, le malaise de l'armée allemande est profond. Ceux qui rêvaient d'en faire une armée commandée par des civils se heurtent de plus en plus à une sourde opposition des généraux réclamant la place qui leur revient. L'armée allemande, sans être encore une nation dans la nation, n'en relève pas moins la tête, aidée d'ailleurs dans sa lutte d'indépendance, par, ô ! paradoxe, les sociaux-démocrates de M. Willy Brandt qui, pourtant, furent des partisans convaincus du désarmement et de l'armée administrative, mais qui trouvent dans cette affaire l'occasion de mettre les chrétiens-démocrates en difficulté.

Les difficultés économiques — autre souci pour M. Erhard qui a prévu un plan de stabilisation qui devrait lui permettre de juguler l'inflation — ont posé un autre grave problème au gouvernement allemand. Les dépenses exagérées des Länders qui forment l'Etat fédéral, leur imprévoyance, leur gestion parfois désastreuses, posent en fait le problème de la nature de l'Etat ouest-allemand. On parle beaucoup à Bonn d'une refonte de la constitution permettant au pouvoir central une plus grande autorité. On parle même d'une refonte totale ; il est vrai que ce gouvernement laisse beaucoup parler sans beaucoup agir. Les problèmes qui se posent à l'Allemagne de l'Ouest sont sans cesse repoussés. Le plus grand — celui de la réunification et des relations avec les frères de l'Est — n'a pas été abordé par le pouvoir mais par les sociaux-démocrates qui, bien que timidement, ont osé rompre le silence et braver les tabous pour engager un dialogue fragile et vite interrompu avec Berlin-Est.

Cette tentative a incontestablement été portée au crédit des amis de M. Willy Brandt. M. Erhard, quant à lui, semble bien incapable de définir clairement une doctrine des rapports avec Berlin-Est et de la réunification.

Mollesse et incapacité du pouvoir à poser les problèmes politiquement ; confusion et démagogie de l'opposition qui saisit toutes les occasions d'attaquer le pouvoir mais ne paraît guère être en mesure de le remplacer, telles sont les données politiques de l'Allemagne de l'Ouest en cet automne 1966.

Cela veut-il dire qu'après les désastreuses élections du 10 juillet en Rhénanie du Nord-Westphalie, les démocrates-chrétiens, sentant la remontée sociale-démocrate songent à changer rapidement de chef ? Nous n'en sommes pas encore là, bien que le nom de M. Strauss soit de plus en plus prononcé. Les amis de celui-ci avancent qu'il est seul capable de redresser le navire de la C.D.U. avant les élections de 1969.

Cette solution de remplacement est encore difficile à envisager et M. Erhard, bien qu'en énorme baisse de popularité, reste encore pour le moment le leader. Mais les faiblesses de son gouvernement fait que la succession envisagée jusqu'ici dans un futur lointain risque de se rapprocher très vite.

Michel Joch.

VIETNAM

Vers une nouvelle étape de l'escalade

Le discours du représentant américain à l'O.N.U. Goldberg devant l'assemblée générale, la rencontre Gromyko-Rusk, enfin les dernières déclarations de Pham Van Dong à Hanoi ont vite fait naître des bruits sur d'éventuelles négociations. Certains ont même conclu assez rapidement, trop rapidement, que les positions en présence s'étaient rapprochées.

Or, dans un conflit comme le conflit vietnamien qui met en jeu des intérêts fondamentaux de l'impérialisme américain, il faut toujours mettre en relation les positions tactiques prises à un moment donné avec les objectifs stratégiques réellement poursuivis. Peut-on conclure du discours de Goldberg que le gouvernement des Etats-Unis renonce à faire la démonstration que les guerres de libération nationale et sociale ne paient pas ? Certainement pas. Washington entend toujours gagner cette guerre et cherche à obtenir des Vietnamiens des concessions qui reviendraient à accepter le partage du Vietnam tel qu'il existait en 1959.

Il apparaît assez clair que le but de Goldberg dans ce discours était d'ob-

tenir un avantage diplomatique, en poussant un certain nombre de pays à faire pression sur la République démocratique du Vietnam et sur le F.N.L. Par contre, aucun geste de bonne volonté à l'égard des Vietnamiens n'a accompagné ce discours : les bombardements contre le Nord continuent et même s'aggravent, qui plus est, la presse américaine ne cache pas que de nouveaux degrés pourraient être bientôt franchis dans l'escalade après les élections de novembre. Il existe des plans pour un franchissement du 17^e parallèle et pour le débarquement de plusieurs divisions américaines au Vietnam du Nord.

Le temps pour cela est mesuré, surtout si l'on considère que la perspective d'un élargissement de la guerre (Cambodge, Laos, Chine) n'est pas à exclure dans les prochains mois. Il faut mettre fin aux atermoiements et en particulier cesser de se retrancher en France derrière le pouvoir gaulliste. Le discours de Pnom Penh n'a rien réglé et il n'apporte pas à l'heure actuelle un soutien effectif au peuple vietnamien. Il n'a même pas été suivi par l'annonce d'une reconnaissance diplomatique de la République démocratique du Vietnam et il semble exclu que le gouvernement français apporte dans de brefs délais une aide économique au Vietnam du Nord dont l'économie est soumise pourtant à une véritable guerre d'anéantissement.

Il est par conséquent nécessaire que l'opinion de gauche en France se mobilise pour manifester sa solidarité au peuple vietnamien en lutte et son approbation de sa lutte de libération nationale. La pire des politiques serait de se contenter de distribuer hypocritement les compliments et les blâmes aux deux camps en



« C'est pour éviter la troisième guerre. » (Cabot-Lodge) (Photo A.F.P.)

« Des paroles qui n'engagent pas à grand-chose »

C'est pourquoi le chef du gouvernement d'Hanoi a tout à fait raison de demander que les Américains prouvent leur bonne volonté par des actes. Un petit pays qui lutte dans des conditions dramatiques pour sa survie ne peut se permettre de relâcher sa vigilance sur la foi de paroles qui n'engagent pas à grand-chose.

En fait le véritable problème qui est posé est celui de tout faire pour desserrer l'étau qui étouffe le peuple vietnamien et de tout faire pour empêcher que l'escalade ne se poursuive.

présence comme semblent vouloir le faire le contre-gouvernement et de se féliciter de sa propre neutralité. Personne ne pourrait échapper aux conséquences d'un affrontement majeur en Asie et l'attitude la plus sage est de chercher à arrêter le bras de l'agresseur.

On peut, certes, objecter que le poids de l'opinion française est loin d'être déterminant à l'échelle mondiale. C'est on ne peut plus vrai, mais des manifestations concrètes de l'hostilité de la majorité des Français à l'agression américaine peuvent avoir un effet de contagion à l'échelle européenne et à l'échelle de tous les pays occidentaux.

Elles peuvent aussi, et ce n'est pas du tout secondaire, montrer aux dirigeants des pays de l'Est qu'une opposition résolue de leur part au franchissement de nouveaux degrés dans l'escalade par le gouvernement américain serait très largement approuvée et comprise. Jusqu'à présent, le gouvernement américain, malgré son isolement diplomatique dans l'affaire vietnamienne, a pu poursuivre son intervention parce que tout se passait dans une atmosphère d'indifférence et de passivité. Il faut maintenant qu'il se convainque que la poursuite de l'aventure lui coûtera de plus en plus cher sur les plans matériel, politique et moral.

J.-M. Vincent.

JEAN ROSTAND ACCUSE

Le 24 juin dernier, le Mouvement contre l'armement atomique que (M.C.A.A.) organisait, à Paris, un grand meeting de protestation contre les essais nucléaires français en Polynésie.

Prenant la parole au cours de cette manifestation, M. Jean Rostand, de l'Académie française, président d'honneur du M.C.A.A., souléva l'enthousiasme en prononçant un implacable réquisitoire contre la force de frappe française et les expériences atomiques en Polynésie.

Le discours de M. Jean Rostand, intégralement enregistré, a fait l'objet d'un disque 33 tours qui est actuellement diffusé par le Mouvement contre l'armement atomique.

Tous ceux qui condamnent la force de frappe française et la politique militaire de la V^e République se doivent de posséder ce remarquable document.

Prix : 8 francs.

En vente au M.C.A.A., 91, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris - X^e (permanence de 17 à 19 heures) ou envoi contre 8 francs au C.C.P. du M.C.A.A. N° 19013-33 Paris.

THEATRE

Le bon Cheval de Sagan

A l'heure où le théâtre britannique paraît bouleverser nos habitudes acquises, Françoise Sagan nous livre avec son « Cheval évanoui »...

Traduit politiquement, l'aventure de Sagan c'est l'échec d'un certain réformisme. Vu de l'intérieur, ce monde bourgeois qu'elle veut démonter...

Alors on a envie de dire « pouce » à l'auteur. Frappez donc à la porte de Boris Vian si c'est le penchant de votre cœur...

cienne « Maison ». Tirant adroitement parti de cet univers raffiné, Marc Bohan a réalisé, par contre, des robes flamboyantes très remarquées.

Quant aux comédiens, Jacques François, qui a joué comme un vin millésimé, incarné avec tact un aristocrate anglais. Troublé par le charme trop parisien de Nicole Courcel...

Jean Helms.

Deux reprises

● Annonçant au Théâtre Gérard-Philipe à Saint-Denis, une reprise (1), José Valverde, nouveau directeur du T.G.P., a exposé ses nombreux et passionnants projets...

(1) Du 29 septembre au 6 novembre, les jeudi, vendredi, samedi à 20 h 30 et le dimanche à 15 h. Tél. : 253-00-59.

● Signalons également la reprise le 30 septembre pour une série de vingt représentations du « Meurtre d'un commis voyageur »...

démontrera que Noirs, métis, Indiens... sont plus que satisfaits de leur sort. Au fait, est-ce que ce film a été pris par des Français en Afrique du Sud? Ont-ils vu ce pays? Je pense plutôt que ce film provient

d'une cinémathèque officielle, d'un des services de propagande de Prétoria; c'est là la seule explication logique. Une autre serait si grave.

J. Alcor.

Vient de paraître

● GISELA BONN: « L'Afrique quitte la brosse », Robert Laffont, 366 pages, 170 photographies en couleurs, 50 F.

A lui seul ce titre résume le livre. Récit de voyage qui ne prétend pas à une exégèse savante, l'ouvrage de Gisela Bonn récapitule sur l'Afrique un certain nombre d'idées générales...

● ABRAM KARDINER et EDWARD PREBLE: « Introduction à l'ethnologie », Idées N.R.F., 382 pages.

Ici par contre nous voici replongés dans le propos plus ambitieux et plus savant. Rien d'étonnant lorsque l'on sait que cette introduction nous fait découvrir entre autres Darwin, Spencer, Frazer...

● PETER WEISS: « L'Instruction », Le Seuil, 361 pages, 18 F.

On a dit dans ce journal tout le bien qu'il fallait penser de cette œuvre exceptionnelle. La relecture d'une pièce de théâtre, une fois vue sur les planches, est utile pour retourner au profond de l'œuvre...

● OWEN LATTIMORE: « Mongolie: nomades et commissaires », Le Seuil, 186 pages.

Owen Lattimore, qui est l'un des plus grands « mongolisants » du monde, fut en son temps l'une des victimes de choix de feu le sénateur Mac Carthy.

● JEAN VALEURS: « A quoi sert la Bourse? », Le Seuil, collection Société, 124 pages, 4,50 F.

Balzac, Bola, Antonioni dans « L'Ecluse » et bien d'autres peintres ont tenté une présentation de ce temple du capitalisme, ou du moins de ce temple témoin et révélateur.

CINÉMA

Pathé-Marconi en Afrique du Sud

Que les indigestions procurées par les actualités filmées soient plus que pesantes et pénibles à supporter, cela nous le savions, mais jamais elles n'avaient atteint ce stade aberrant...

mais comme une forme subtile de sagesse et de bon gouvernement.

Le tout est enveloppé dans une mascarade où l'on trouve mêlé l'entretien avec le directeur d'une université pour Métis qui déclare que l'apartheid est salubre pour cette région du monde...

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04 Permanent de 14 h. à 24 h. Walkover

L'ouvrage de base de toute bibliothèque



la seule édition intégrale et conforme du célèbre DICTIONNAIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE (Edition Gallimard Hachette)

«Une extraordinaire réussite, ce Littré». JEAN PAULHAN de l'Académie Française «C'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un homme instruit et désireux de s'instruire».

« Ce monument national » comme disait Pasteur, ce « trésor de notre langue » (Le Figaro), cette « bible de l'homme cultivé » (Arts) est l'ouvrage de base de toute bibliothèque.

TOUS LES ROMANS CONTES ET NOUVELLES DE MAUPASSANT EN 3 BEAUX VOLUMES SUR PAPIER BIBLE

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 22, rue de Grenelle - Paris (VII^e). Veuillez m'adresser le Littré, édition intégrale en 7 tomes. Je réglerai (cocher la case figurant devant la formule choisie)

Rhodésie : les Américains préparent leur rentrée en Afrique

UNE fois de plus, à la réunion du Commonwealth qui s'est tenue à Londres, dans la première quinzaine de septembre, on a parlé de rétablir en Rhodésie le régime du droit et de la légalité. Une fois de plus, il n'en a rien résulté de sérieux : Ian Smith est toujours au pouvoir à Salisbury, M. Harold Wilson espère que les sanctions économiques qu'il a prises contre la colonie rebelle réduiront tôt ou tard celle-ci à faire sa soumission à Londres.

On serait tenté de rire des péripéties de l'affaire rhodésienne si l'on ne savait que dans ce pays 200.000 Blancs, depuis le 11 novembre 1965, ont confisqué le pouvoir à leur profit et pris le parti d'ignorer les droits de 3 millions d'Africains. L'histoire de la Rhodésie ressemble à celle de sa voisine l'Afrique du Sud, dite « République » sud-africaine. C'est une colonie de peuplement de type anglo-saxon. A la différence de ce qui s'est passé en Algérie, ses habitants les plus évolués (c'est-à-dire les Blancs, qui avaient eu le privilège d'aller à l'école) ont reçu progressivement le droit de s'auto-administrer. Quand il a été question d'accorder les mêmes libertés aux Noirs et de donner au pays son indépendance, ils ont fait sécession.

Depuis l'an passé, Londres n'a cessé de manœuvrer, d'abord pour tenter de convaincre les colons rebelles d'adopter une attitude plus raisonnable, ensuite — une fois que l'irréparable fut accompli — pour tenter de convaincre les Etats africains que les solutions de violence seraient les plus mauvaises.

Euphorie en janvier

Au cours de l'hiver 1965, les Africains prirent très mal les choses. Quelques Etats révolutionnaires : la Tanzanie, le Ghana (où N'Krumah était encore au pouvoir) essayèrent de contraindre la Grande-Bretagne à intervenir militairement en Rhodésie, puis envisagèrent une intervention africaine. Tout cela échoua et divisa l'O.U.A. Une intervention des armées africaines se révéla irréalisable. Les colons rebelles de Salisbury ont un potentiel militaire assez important, et les Etats africains qui disposent d'armées susceptibles de faire le poids se trouvent au nord de l'Equateur.

Au début de cette année, l'habile manœuvrier qu'est Harold Wilson reprit en main les Africains anglophones. Les conférences du Commonwealth se sont

tenues de tout temps à Londres. Wilson suggéra que la conférence de janvier dernier se tint en Afrique, à Lagos, capitale du Nigéria. Son argumentation était

par Jacques VIVIEN

habile. Faisant allusion aux échecs de l'O.U.A., il affirmait : l'affaire rhodésienne est avant tout une affaire anglophone, traitons-la entre anglophones.

Les Etats africains anglophones firent un véritable triomphe à Harold Wilson.

Le Premier britannique, homme de congrès qui sait jouer avec les salles, avait réussi à les convaincre que les sanctions économiques prises par Londres contre la Rhodésie allaient rapidement aboutir à un résultat. On lui accorda un délai de quelques mois pour réussir dans cette entreprise.

« Ces mois ne seront peut-être que des semaines », déclara Harold Wilson, très optimiste.

Laconisme en septembre

Quand le Commonwealth se réunit à nouveau au début de septembre, il y avait plus de huit mois que le Premier britannique avait annoncé que Ian Smith vivait son dernier quart d'heure d'existence politique, et ce dernier était toujours au pouvoir. On était en droit de croire que la nouvelle réunion du Commonwealth allait être orageuse, voire menaçante pour l'avenir de l'institution.

Les résultats, finalement, ont été pour Londres beaucoup moins catastrophiques qu'on ne le prévoyait.

Pourquoi ? Harold Wilson, qui n'a pas eu à Londres le triomphe qu'il avait connu à Lagos, a réussi à convaincre son auditoire de sa bonne foi. Il leur a tenu en substance le langage suivant :

« Mes sanctions n'ont peut-être pas été efficaces, mais elles ont coûté cher à la Grande-Bretagne. »

Et il l'a prouvé, chiffres en mains.

« Ce qui a permis à la Rhodésie de se tirer d'affaire, a-t-il poursuivi, c'est l'appui qu'elle a trouvé en Afrique du

Sud, en particulier, contre les livraisons de pétrole. Mais vous ne pouvez demander à la Grande-Bretagne d'entreprendre une action contre les Sud-Africains. Vous savez que nous avons avec ce pays un volume d'échanges très important. La moindre interruption dans ces relations commerciales déclencherait en Grande-Bretagne une crise financière grave. Il faudrait dévaluer la livre sterling. Vous en supporteriez tous les contrecoups. »

Les Africains anglophones ont accepté les explications du Premier britannique. D'autant qu'ils savent que Harold Wilson est tenaillé sur sa droite par des conservateurs, qui pensent que le Commonwealth est une institution périmée qu'il faudrait liquider au plus vite pour se tourner vers l'Europe.

Un obstacle ? l'Afrique du Sud

L'Afrique anglophone n'a pas renoncé pour autant à chercher des solutions de rechange. Ses dirigeants pensent qu'ils avaient surestimé en janvier — et que Wilson avait surestimé lui aussi — l'autorité de la Grande-Bretagne en Afrique.

Londres, ont observé un certain nombre d'entre eux, a les mains liées en Afrique du Sud, et c'est finalement de l'aide que les Sud-Africains fourniront ou ne fourniront plus à son voisin rhodésien, que dépend l'avenir politique des colons rebelles de Salisbury.

Un autre pays est lié économiquement à l'Afrique du Sud et peut faire pression sur ce pays : les Etats-Unis. Et les Africains anglophones ont décidé d'entreprendre des démarches auprès des U.S.A. Washington, disent-ils, pourrait, par exemple, inciter les sociétés américaines à diminuer les livraisons de pétrole à l'Afrique du Sud, afin que ce carburant ne serve plus au gouvernement de Prétoria à ravitailler la Rhodésie.

Que va-t-il résulter de ces nouvelles démarches ? Les sociétés américaines ne se sont jamais montrées très empressées pour boycotter le pays de l'appartheid. Pour Johnson, c'est tout au moins l'occasion de tenir en haleine quelques mois les Africains, à une époque où la situation dans le tiers monde ne cesse de se dégrader. Une occasion aussi d'avoir prise sur Wilson, bien heureux de voir « ses » Africains lui laisser un moment de répit et se tourner vers l'Amérique.